

**COMMISSION SUR L'AVENIR
DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC**

PRÉSENTÉ PAR

LOUIS-SERGE BOISVERT

PRODUCTEUR AGRICOLE

AMOS

LE 24AVRIL 2007

COMMISSION SUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE DU QUÉBEC

Il y a 90 ans notre belle région de l'Abitibi était en plein développement, le ministère de la Colonisation du temps avait des plans pour installer des colons dans un territoire neuf et défricher une région avec un bon potentiel agricole, et plusieurs belles fermes ont pris forme sur de la terre neuve et productive.

Les colons devaient produire la nourriture nécessaire à la survie de la famille car ils n'avaient pas les moyens d'acheter ailleurs. Tous les villages et toutes les villes de la région s'approvisionnaient auprès des producteurs de leur secteur d'abord, c'était une économie de proximité et les consommateurs connaissaient la provenance exacte des aliments qu'ils consommaient.

Aujourd'hui, ils ne peuvent plus connaître cette provenance, puisque les grandes chaînes alimentaires font en sorte d'identifier le produit à la chaîne (marques maisons) dans le but d'amener le consommateur à s'identifier à la chaîne.

MISE EN MARCHÉ

La recherche du prix le plus bas n'est pas l'unique critère d'achat, puisque tout consommateur que nous sommes, nous choisissons celui-ci seulement si nous n'avons pas d'information sur le produit à acheter. Lorsque nous pouvons comparer la qualité du produit, sa provenance, son apport dans le milieu et ses impacts sociaux et environnementaux, nous sommes prêt à mettre un peu plus pour ce qui est mieux ou qui correspond à nos valeurs. Bien sûr le prix est important, mais les consommateurs ne sont pas complètement inconscients, pour qu'ils fassent les bon choix, il faut les renseigner, et cela passe par l'étiquetage et la traçabilité, à preuve le développement de marché des produits ÉQUITERRE.

Mon expérience de mise en marché de bœuf, qui est un produit de masse, dans une épicerie locale avec identification de la ferme productrice et du lieu d'élevage, démontre clairement que le consommateur est attiré par un produit local et régional. Les consommateurs supportent d'abord l'entreprise du milieu et démontrent une plus grande tolérance aux inconvénients que sont la machinerie sur les routes et les odeurs d'épandage de fumier lorsqu'il identifie clairement l'entreprise qui produit la viande qu'ils consomment. Ils sont aussi sensibles à la diminution de la pollution atmosphérique par la diminution des distances parcourues par les aliments consommés, ils me demandent ou est abattu et découpé mon bœuf, il y en a même qui m'ont affirmé qu'ils n'en consommeraient pas s'il était abattu à l'extérieur de la région.

Du début de la colonisation jusqu'à la fin des années 60, les consommateurs citadins avaient tous un lien direct avec l'agriculture puisqu'ils avaient tous un proche parent dans le milieu. Aujourd'hui ce lien n'existe pratiquement plus et nous assistons à des affrontements quand vient le temps de parler développement agricole, particulièrement en industrie porcine. Si ce lien était remplacé par l'étiquetage et la traçabilité, je suis convaincu que les citadins auraient une bien meilleure opinion de l'agriculture.

Le gouvernement doit protéger son marché agricole intérieur en réglementant les importations d'aliments au même titre qu'il réglemente les intrants agricoles tel les pesticides ou la protection de l'environnement. Il doit établir des règles qui interdisent l'importation d'aliments de pays utilisant des pesticides interdits ici ou qui ne répondent pas à nos normes environnementales.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Depuis une vingtaine d'année, nos gouvernements nous parlent de mondialisation et tout notre développement semble orienté en fonction de ce phénomène. Allons-nous laisser désorganiser notre économie pour cela? Quand les pays qui aujourd'hui produisent à moindre coût se seront développés et que leurs populations auront pris conscience de leur état et revendiqueront de meilleures conditions et de meilleurs salaires, est-ce que leurs coûts ne rejoindront pas les nôtres ou les dépasseront? Nous retrouverons-nous

dans une situation difficile à devoir reconstruire nos infrastructures de développement et de transformation? La mise en marché de produits locaux et régionaux appelle au développement régional, nous devons avoir une production régionale et des outils de transformations régionaux.

L'agriculture, la forêt et les mines sont les trois ressources de nos industries primaires. Si l'agriculture en est le parent pauvre, c'est qu'elle est stable dans le temps et que chaque entreprise ne demande qu'un investissement relativement peu élevé en comparaison des autres secteurs. Combien de mines ou de concessions forestières ont pu traverser le temps et faire vivre 7 ou 8 générations de la même famille alors que plusieurs fermes l'ont fait.

Si des problèmes économiques liés aux mines ou à la forêt nous paraissent si criants, c'est qu'ils affectent souvent une population captive d'une ville mono-industrielle. Quand l'agriculture vit la crise de la vache-folle ou autres pertes économiques, c'est le pays qui en subit le choc et la population n'en ressent pas l'effet. Le seul exemple d'une population affectée, et il est récent, vient du porc puisque des villages sont préoccupés par la fermeture d'abattoir.

Dans l'industrie minière et forestière, les usines de transformation sont directement implantées dans le milieu de la récolte. En agriculture un seul abattoir peut desservir l'Est du Canada, le développement des régions passe par l'implantation d'industries liées au secteur primaire. Il faut que nos gouvernements encouragent le développement d'industries agroalimentaires en régions de façon à soutenir la vie économique des villes et villages. La réglementation et le financement doivent être adaptés au type et la taille des entreprises de façon à permettre leur établissement en région selon les volumes disponibles et les capacités de production. Le développement agricole doit avoir le même poids économique que tout autre secteur.

RELÈVE

Une remise en question du modèle de production actuel est nécessaire puisque la taille des entreprises limite les possibilités d'établissement et empêche la relève d'obtenir de l'aide financière s'ils sont à temps partiel. Une modification de la réglementation et la

mise en place de coopératives de productions permettrait l'établissement d'entreprises avec de plus petites unités de production. Les producteurs membres de la coopérative utiliseraient la machinerie en commun et la coopérative ferait la production de fourrage et de grains nécessaire à l'alimentation des troupeaux.

Pour le transfert de ferme, la mise en place de programmes fiscaux aidant le propriétaire vendeur qui finance une partie de son avoir à l'acquéreur aiderait grandement à réduire le démantèlement d'entreprise. Un programme de reconnaissance du tutorat avec suivi technique pourrait suppléer un manque de capital financier. Les jeunes qui feraient partie d'une Coopérative de Production avec support technique pourraient bénéficier de la même aide financière que s'ils utilisaient les services d'un Réseau de service conseil.

La capitalisation et le financement des entreprises agricoles doit être modifié et adapté à la taille actuelle des entreprises, celles-ci n'étant plus les mêmes qu'il y a 25 ans, de même que celles des autres secteurs économiques; il y a 10 ans peu d'entreprises se transigeaient pour des milliards. Des modèles d'aide et de financement ont été développés pour aider le transfert d'entreprises dans d'autres milieu (Développement Économique Canada), il faudrait en tirer partie et s'en servir pour aider notre relève. Quand on analyse la situation en se basant sur les capitaux investis par unité de travail ou de production, il y a un écart important entre nos entreprises agricoles et les autres entreprises de transformation de matière première.

REPRÉSENTATIVITÉ

Pour assurer un développement économique harmonisé et durable, il est important de maintenir des instances consultatives représentatives. Les structures actuelles laissent trop de place à l'influence politique et peuvent souffrir d'un manque de connaissances et d'expériences agricoles. Plusieurs tables décisionnelles et de concertations ne sont formées que d'élus et de représentants de l'U.P.A. Il arrive que dans la préparation ou l'étude de dossiers une seule personne soit issue de l'agriculture à une table où siège une douzaine de personnes. Il y aurait lieu de changer le mode de représentation de façon à inviter d'autres intervenants du monde agricole lorsqu'il s'agit de stratégie de

développement agricole ou agroalimentaire et de financer des projets novateurs ou structurants.

ENVIRONNEMENT

Nous n'entendons plus parler que de Kyoto et de CO2 pourtant peu de gens font état de l'influence de la mondialisation. Quand une usine de fabrication de gilets ferme ses portes à Montréal, parce qu'il est plus économique de les fabriquer au Honduras, alors que le coton vient d'Afrique et que les gilets seront commercialisés en Amérique du Nord ou en Europe, combien de CO2 sera émis par la consommation de pétrole pour tout ce transport.

La production et la transformation en région avec un circuit court de mise en marché rapporte bien des économies d'émission de CO2. Actuellement les veaux de boucheries nés en Abitibi ont deux voies pour l'engraissement et la mise en marché :

1- Ils sont vendus et transportés à des parcs d'engraissements du sud ou du centre du Québec puis transportés à l'abattoir de Guelph en Ontario et reviennent à Montréal aux centres de distribution des chaînes alimentaires puis expédiés aux épiceries en régions.

2- Ou bien ils sont engraisés en région avec du maïs et autres aliments transportés à partir de la plaine du St-Laurent, ensuite ils prennent la même voie pour l'abattage et la mise en marché.

Ça représente beaucoup de transport et d'émission de CO2, il y aurait avantage à développer la culture de céréales en région et à adopter des rations alimentaires qui utilisent ces céréales et qui ont fait leur preuves ailleurs. Il faudrait aussi développer les infrastructures d'abattage et de transformation en région pour raccourcir le circuit.

La situation est semblable pour les tomates produites par les Serres Coopérative de Guyenne qui sont transportées à Boucherville ou autre centre de distribution du sud de la province avant de revenir sur les tablettes des grandes chaînes en région, ce que beaucoup de consommateurs déplorent, il faut changer les mentalités des grandes

entreprises et les amener à organiser la distribution à partir des points de production et à utiliser les circuits de transport déjà en place.

D'autre part, les méthodes d'élevage développées en région font preuves d'une très grande conscientisation face à la protection de l'environnement. Il faut s'assurer de maintenir une réglementation qui permette l'utilisation de méthodes peu coûteuses tant pour les entreprises en place que celles qui démarreront. Les méthodes d'amas au champs, d'élevage sur litière accumulée et de bandes végétatives sont au nombre de celles qui sont éprouvées et promettent le plus.

CONCLUSION

L'étiquetage, la traçabilité et la mise en marché locale et régionale sont les facteurs qui amèneront les consommateurs à acheter de façon raisonnée et à supporter l'agriculture du Québec. L'accent doit être mis sur le développement économique lié à l'agriculture, les fonds et les efforts nécessaires doivent être investis pour supporter les entreprises, les techniques d'élevage, les nouveaux modèles de production et les techniques les moins coûteuses de protection de l'environnement.

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Je suis producteur de bœuf issu de la région, mon père était propriétaire d'un lot de colon et travaillait en forêt comme bûcheron. Mes parents avaient de la difficulté à joindre les deux bouts, mais grâce à ce lot et à ceux qu'ils ont pu récupérer des voisins qui allaient vivre en ville, ils ont réussi à élever une famille de huit enfants. Comme mon père disait : « On a pas d'argent mais on a de quoi manger et un toit sur la tête. » Quand il n'avait pas de travail à salaire et qu'il ne pouvait vendre de bois récolté sur ses terres, il tuait une vache ou un veau pour vendre à la boucherie et avoir l'argent nécessaire pour payer ses dettes et voir aux besoins de la familles.

Tout jeune j'ai pris goût à l'agriculture et je me suis impliqué dans les organismes agricoles, j'ai débuté avec le Cercle des Jeunes Ruraux de ma paroisse et je me suis promis qu'un jour j'aurais une ferme pour en vivre, j'ai fais mes études en Technologie Agricole à La Pocatière. Après avoir travaillé plus de vingt ans dans divers domaines agricoles et dans plusieurs régions du Québec, j'ai racheté la ferme de mon père en 1998.

Lorsque j'ai racheté la ferme il n'y avait plus d'animaux et j'ai débuté avec 10 vaches de boucherie. Mon projet était d'avoir un troupeau de 50 vaches plus la récolte de bois et un peu de travail extérieur pour compléter mes revenus. Après constatation des pertes de veaux à la naissance occasionnées par les préoccupations externes et la coupe de bois, j'ai visité de grandes fermes et celles en expansion de la région pour comprendre les nouvelles méthodes d'élevage et de gestion des troupeaux, puis je me suis tourné exclusivement vers l'élevage et l'engraissement de bœuf.

Aujourd'hui en collaboration avec mon frère, nous avons un troupeau de 325 vaches et un parc d'engraissement pour la semi-finition des 300 veaux à 900 livres en plus de cultiver plus de 400 acres de céréales.

Nous avons toujours cru à la mise en commun de la machinerie et de la main d'œuvre. En 2002, constatant l'ampleur des investissements nécessaires et les coûts élevés par unité de production, nous avons mis en commun nos efforts, notre machinerie et nos troupeaux pour gérer plus efficacement et diminuer les coûts de production. A titre d'exemple, l'acquisition d'une presse à foin au coût de 38000.\$ est le même que le troupeau soit de 50 ou de 300 vaches.

Depuis juillet 2006, nous avons formé une Coopérative d'Utilisation de Machinerie Agricole avec trois autres producteurs de notre secteur. La CUMA a fait l'acquisition de toute la machinerie d'un producteur qui se retirait et elle a loué ses terres et celles qu'il cultivait à bail (1200 acres). Elle produit du grain et du fourrage pour les besoins des membres et les surplus sont écoulés sur le marché s'il y a lieu.